



La problématique des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda de 2000 à 2024 : Analyse et perspectives

¹Didace Munzubu M'buyatina, ²Jacques Tiarina Mess, ³Toussaint Ebwangum Emy'petro, ⁴ Faustin Mukwama Mbenza

1. Institut supérieur de commerce d'Idiofa/RD. Congo
2. Université de Kikwit, faculté des sciences agronomiques/RD. Congo
3. Institut supérieur de développement rural de Kikwit/RD. Congo
4. Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Masi-Manimba/RD. Congo

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17847864>

Résumé: La présente étude qui porte sur la problématique des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda, a pour but de rendre les associations capables de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des membres. Une enquête par sondage non aléatoire effectuée dans 35 associations, auprès de 350 personnes dont 10 par association, tirées à l'aide de la technique des itinéraires a permis d'aboutir aux résultats suivants : le manque de financements extérieurs est la cause principale d'interruption des activités des associations à vocation agricole du secteur Kalanganda (21% des enquêtés), les membres ne sont pas satisfaits de services de leurs associations (76% des enquêtés), les membres envisagent atteindre les objectifs assignés au moyen de la production agricole (33% des enquêtés), la production agricole des champs communautaires est faible (67% des enquêtés). Elle a permis aussi d'identifier les problèmes ainsi que les difficultés qui empêchent les membres à résoudre ces problèmes à l'aide de leurs associations. Concernant les problèmes, l'enquête a identifié entre autres : construction des maisons en durables, équipement agricole, scolarisation des enfants, etc. S'agissant de difficultés, les enquêtés ont cité entre autres : manque de financements extérieurs, faible production agricole, manque des moyens financiers, etc.

Mots clés : Problématique, association, paysanne, vocation, agricole.

Abstract : The present study on the problem of agricultural peasant associations in the Kalanganda sector was intended to make associations capable of contributing to the improvement of the living conditions of the members. A non-random survey conducted in 35 associations, with 350 people, 10 per association, drawn from the aid of the route technology

has resulted in the following results: the lack of external financing is the main cause of interruption of the activities of associations Agricultural vocation of the Kalanganda sector (21% of respondents), members are not satisfied with the services of their associations (76% of respondents), members plan to achieve the objectives assigned through agricultural production (33% of the investigations), the production community fields is low (67% of respondents). It also identified the problems as well as the difficulties that prevent members to solve these problems with their associations. Concerning the problems, the survey identified among others: construction of sustainable houses, agricultural equipment, school enrollment, etc. In the case of difficulties, the respondents quoted, among other things: lack of external funding, low agricultural proportion, lack of financial means, etc.

Keywords: problematic, association, peasant, vocation, agricultural

1 Introduction

Le sous-développement est un réel problème en République Démocratique du Congo (RDC) plus particulièrement dans les milieux ruraux où ses indices sont palpables (famine, épidémies, manque de maisons d'habitation de bonne qualité, pauvreté, enclavement, mauvais état de routes de desserte agricole, grossesses et mariages précoces, faible niveau d'instruction et analphabétisme, manque de sources d'eau aménagées, manque de marchés locaux, rareté et prix élevé des produits manufacturés, etc.).

Devant toutes ces réalités, l'amélioration des conditions de vie reste un devoir aussi bien individuel que collectif. Et, pour sortir de cette impasse, des stratégies sont proposées : les associations paysannes de développement figurent parmi ces stratégies.

C'est dans ce contexte que Mujinga (2019) signale que dès leurs émergences vers les années 1950 et 1965, les théories de développement ont accordé un rôle central à l'agriculture et au développement rural pour définir la modernisation, paradigme emblématique de cette époque. L'auteur signale que dans la plupart des discours dominant de la théorie de la modernisation, les Etats ont été considérés comme les seuls acteurs capables de conduire la transformation du traditionnel vers le moderne. Face à la réalité de la mondialisation ainsi que la crise d'après la seconde guerre mondiale, déclare l'auteur, cette théorie a présenté ses limites surtout dans les pays en développement où les Etats n'arrivaient plus à payer leurs dettes. Il renchérit que suite aux échecs de la vision poste-moderniste et mondialisatrice, est apparu le troisième secteur soutenu par le Programme d'Ajustement Structurel composé des dynamiques associatives avec comme rôle entre autres, d'aider les paysans à trouver des réponses adaptées aux problèmes communs de leurs sociétés

Au niveau des communautés locales, les gens se réunissent et créent des groupes généralement connus sous diverses appellations : regroupement, coopérative, mutuelle, association, organisation, union, etc., pour essayer de trouver des solutions à leurs multiples problèmes et améliorer leurs conditions de vie.

Mpimpa (2000 :163) signale que dans le territoire d'Idiofa (province du Kwilu/RDC), le grand mérite d'avoir contribué à l'éveil des consciences villageoises sur la création de pareil groupe, connu sous l'appellation de « coopérative », revient au Développement Progrès Populaire (DPP), créé en 1968, qui était un projet de développement communautaire initié par le diocèse d'Idiofa.

Son objectif principal était de former les jeunes et les adultes pour les intégrer dans la vie rurale, notamment à travers des programmes d'élevage de gros bétail et de maraîchage. Il visait à améliorer la production agricole, réduire le déficit alimentaire et la malnutrition. Bref, améliorer les conditions de vie des paysans.

C'est dans le même but que, dans plusieurs localités du secteur Kalanganda, les gens ont pris l'initiative de créer des groupes appelés « associations paysannes de développement ». Mais force est de constater que la plupart des associations du secteur Kalanganda qui œuvrent dans l'agriculture cessent de fonctionner prématurément (deux ou trois ans) après leur création. Celles qui sont opérationnelles peinent à fonctionner parce qu'elles font face, non seulement au désintérêt des membres aux travaux programmés, au retrait des membres, au ralenti du rythme des activités, à la réticence des membres aux initiatives allant dans le sens de développement communautaire; mais aussi et surtout à des interruptions répétées de leurs activités. Entretemps, le défi (amélioration des conditions de vie des membres) auquel elles doivent faire face, demeure sans solution.

De ce qui précède, on peut se poser les questions suivantes :

Pour quelles raisons les activités des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda sont souvent interrompues ? Est-ce que les membres sont satisfaits de services de leurs associations ? Par quels moyens envisagent-ils atteindre les buts visés ? Est-ce que la production agricole des champs communautaires des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda est suffisante ?

Cette étude a pour objectif de rendre les associations paysannes à vocation agricole capables de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des membres et de toute la communauté.

2. Milieu, Matériels et méthode

2.1. Milieu

Cette étude s'est réalisée dans le secteur Kalanganda, territoire d'Idiofa, dans la province du Kwilu en R.D.Congo tel qu'illustre dans la carte ci-dessous :

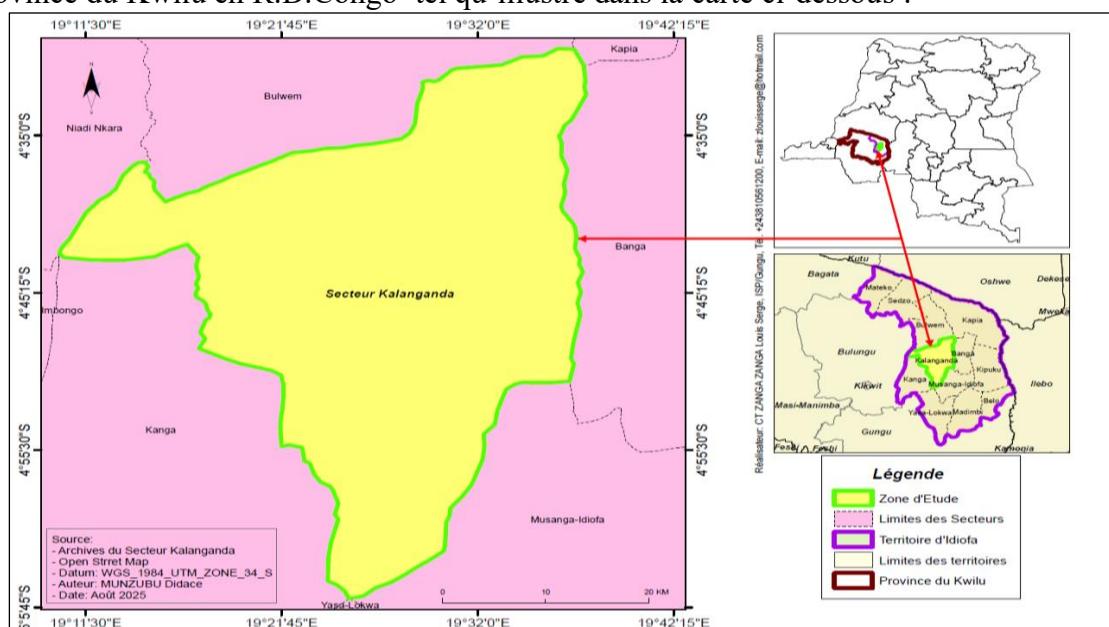


Figure 1 : Carte géographique de la zone d'étude : le secteur Kalanganda dans le territoire d'Idiofa, province du Kwilu/R.D.Congo

La figure ci-dessus montre que le secteur Kalanganda appartient au territoire d'Idiofa, province du Kwilu en République Démocratique du Congo. Elle renseigne en outre qu'il partage ses frontières :

- à l'Est avec le secteur Banga ;
- à l'Ouest avec le secteur Kanga ;
- au Nord avec le secteur Bulwem ;
- au Sud avec le secteur Musanga/Idiofa.

Le secteur Kalanganda est environ entre 19°15'16" et 19°36'33" de longitude Est et entre 4°31'05" et 5°05'27" de latitude Sud. (Service de développement rural du secteur Kalanganda ; rapport annuel 2023).

Il est une entité administrative du territoire d'Idiofa créée par l'arrêté n°396/AIMO du 24/11/1946. Il est dirigé par un chef de secteur qui siège au chef-lieu dudit secteur. Il est composé de six groupements dont Ngal-a-Lwele, Ngal-a-Mpang, Ngal-a-Ngoso, Okumpum, Mpanelim et le groupement Lwem.

Il est composé de deux tribus dont la tribu Mbuun et la tribu Ding. Les Mbuun sont majoritaires et se trouvent par tout à travers les 6 différents groupements du secteur. Les Ding, minoritaires, sont de deux groupes : les Ding mbensie (au Nord-Est du groupement Ngala-Lwele) et les Ding kamtsha (à l'Ouest du groupement Lwem).

L'espace Kwango-Kwilu est doté d'un climat du type AW3 caractérisé par deux saisons alternatives : la saison sèche et la saison des pluies (Nicolai, 1963 :79).

Tout comme l'ensemble de l'espace Kwango-Kwilu, le secteur Kalanganda est dans la zone du climat subéquatorial à tendance tropicale à deux saisons alternatives : la saison sèche et la saison des pluies. La saison sèche dure théoriquement 3 mois, soit de la mi-mai à la mi-août de l'année. Les mois de juin et celui de juillet accusent des rares pluies à cause des faibles hauteurs de précipitations qu'ils présentent. La saison des pluies qui dure 8 à 9 mois, s'étend de mi-août jusqu'à la mi-mai de l'année suivante et présente un aspect sous deux phases : la première pluvieuse, a lieu en octobre, novembre et décembre ; et la seconde phase pluvieuse intervient au mois de mars et avril. Entre ces deux phases pluvieuses apparaît une période, de mi-janvier à mi-février, appelée micro saison sèche vulgairement connue sous l'appellation de « elanga muke ».

Les données démographiques du secteur Kalanganda renseignent un effectif de 200.837 habitants au cours de l'année 2024, dominées par les jeunes (68%) et par les femmes (56%). (Service de développement rural du secteur Kalanganda ; rapport annuel 2024).

Principale source des revenus financiers dans les milieux ruraux, l'agriculture occupe la première place parmi les activités économiques pratiquées dans le secteur Kalanganda. Elle est pratiquée par presque toutes les familles et associations à vocation agricole. Les principales cultures sont : le manioc, l'arachide, le maïs, la courge. Toutes ces cultures sont pratiquées en savanes et en forêts.

Dans le secteur Kalanganda, le commerce est basé essentiellement sur la vente des produits agricoles tels que le manioc, l'arachide, la courge, le maïs, le niébé, et sur la vente des produits manufacturés (habits, médicaments, savons, cahiers, etc.) qui proviennent des différents centres urbains tels qu'Idiofa, Kikwit, Tshikapa, Kinshasa. Il n'y a aucun magasin à travers tout le secteur, on y trouve seulement des petites boutiques ou pharmacies implantées par les jeunes qui, après-vente de leurs produits agricoles, achètent des produits manufacturés dans des grands centres urbains ou à la capitale (Kinshasa), pour approvisionner leurs boutiques ou pharmacies afin de permettre à la population de s'approvisionner sur place.

2. 2. Matériels de collecte des données.

Pour réaliser cette étude, nous avons opté pour la méthode de focus-group ou groupe de discussion, qui est d'après Simard (1989), une méthode de recherche sociale qualitative qui consiste à recruter un nombre représentatif des groupes de 6 ou 12 personnes répondant à des critères homogènes, à susciter une discussion ouverte à partir d'une grille de discussion définissant les thèmes de l'étude et à en faire une analyse-synthèse permettant de relever les principaux messages clés émis par les participants, de même que les points de convergence et de divergence entre les groupes de l'échantillon.

Pour récolter les données sur terrain, nous avons utilisés entre autres instruments : GPS (pour prélever et localiser les associations paysannes concernées par l'enquête), logiciel Open

street Map (pour avoir les limites du secteur Kalanganda, localiser les villages ainsi que les associations paysannes échantillonnés dans la carte), logiciel Datum WGS 1984 (pour avoir les coordonnées du système DMS (degré, minute, seconde) dans la carte), guide d'entretien (pour orienter les discussions avec les enquêtés à partir des questions arrangées par thème), bloc-notes (pour noter les renseignements importants).

2.3. Méthode d'analyse des données

Pour analyser les données collectées, nous avons recouru à la méthode d'analyse des données qualitatives qui a consisté à faire une synthèse systématique de différents points de vue des enquêtés en s'appuyant sur le principe de l'analyse de contenu. Cette synthèse nous a permis d'extraire les messages clés (fondamentaux) qui sont dégagés, à partir desquels, nous avons relevé les constances et les divergences. Après, nous avons procédé au traitement automatique de ces données à l'aide des logiciels Excel et Spss qui nous ont permis de présenter les données dans des tableaux et dans les graphiques ou diagrammes.

2.4. Méthodologie

2. 4.1. Méthode

Pour aboutir aux résultats escomptés, nous avons utilisé diverses méthodes: méthode descriptive, méthode statistique, méthode d'enquête, méthode de focus-group ou groupe de discussion, et la méthode analytique.

Si la méthode descriptive nous a permis de faire la description ou de donner l'état des lieux des associations à vocation agricole du secteur Kalanganda, la méthode statistique nous a permis de collecter les données, présenter et interpréter les résultats. Par contre la méthode d'enquête, nous a permis de descendre sur terrain suivant l'itinéraire que nous avons préalablement tracé afin d'entrer en contact avec nos enquêtés auprès de qui les données ont été récoltées. La méthode de focus-group ou groupe de discussion nous a permis de constituer des petits groupes de 10 personnes dans chaque association échantillonnée et d'engager des entretiens avec elles au tour des questions contenues dans notre guide d'entretien. Et enfin, la méthode analytique nous a permis de comprendre et expliquer les raisons ou les facteurs qui entraînent l'interruption des activités des associations à vocation agricole du secteur Kalanganda et les raisons qui ne permettent pas aux associations d'améliorer les conditions de vie des membres.

2.4.2. Technique

Pour entrer en contact avec nos enquêtés, nous avons recouru à la technique des itinéraires, technique de boules de neige, technique documentaire, et à la technique d'entretien de groupe. Si La technique des itinéraires nous a permis de tracer un itinéraire que nous avons parcouru pour repérer les associations qui remplissaient les critères de sélection, la technique de boule de neige a consisté à repérer dans un village, une ou quelques personnes qui sont membres d'une association paysanne à vocation agricole sélectionnée, on lui pose ou on leur pose la question : connaissez-vous d'autres personnes qui sont membres de votre association ? Si oui, donnez leurs noms et adresses. La technique documentaire quant à elle nous a permis de faire la compilation des ouvrages et des documents relatifs à notre sujet. La technique d'entretien de groupe quant à elle nous a permis de mener des discussions avec nos enquêtés (réunis en petits groupes), au tour des différents thèmes de notre sujet, à l'aide d'un guide d'entretien que nous avions élaboré préalablement.

2.4.3. Population statistique et échantillon

a) Population statistique

Comme il émerge dans son intitulé, cette étude a concerné les associations qui œuvrent dans l'agriculture, elle a eu lieu dans le secteur Kalanganda.

b) Echantillon

Pour obtenir les données nécessaires à notre étude, nous avons constitué un échantillon de 35 associations, en raison de 10 personnes par association ; ceci nous a permis de constituer un échantillon de 350 personnes.

Le choix de sélection de ces associations était basé sur les critères suivants :

- ❖ Etre une association qui existe dans le secteur Kalanganda à l'intervalle allant de l'an 2000 à 2024 ;
- ❖ Etre une association dont le siège et le rayon d'action se trouvent dans le secteur Kalanganda.

Ainsi, nous avons tracé un itinéraire qui a traversé les 6 groupements du secteur Kalanganda partant de groupement Ngal-a-Lwele jusqu'au groupement Lwem en passant par les groupements Ngal-a-Mpang, Ngal-a-Ngoso, Okumpum et Mpanelim.

Dans chaque village où il y avait au moins une association à vocation agricole sur notre itinéraire, nous avions repéré les associations concernées et avons identifié les personnes qui devaient être enquêtées, c'est-à-dire les membres de ces associations.

L'identification de ces personnes était facilitée par la méthode de boule de neige.

c) Le mode de tirage de l'échantillon

Pour tirer notre échantillon, nous avons opté pour un tirage raisonné, c'est-à-dire un tirage selon lequel les individus sont choisis sur base des critères évoqués ci-dessus. La figure 2 ci-dessous donne la répartition des associations échantillonnées dans la zone d'étude.

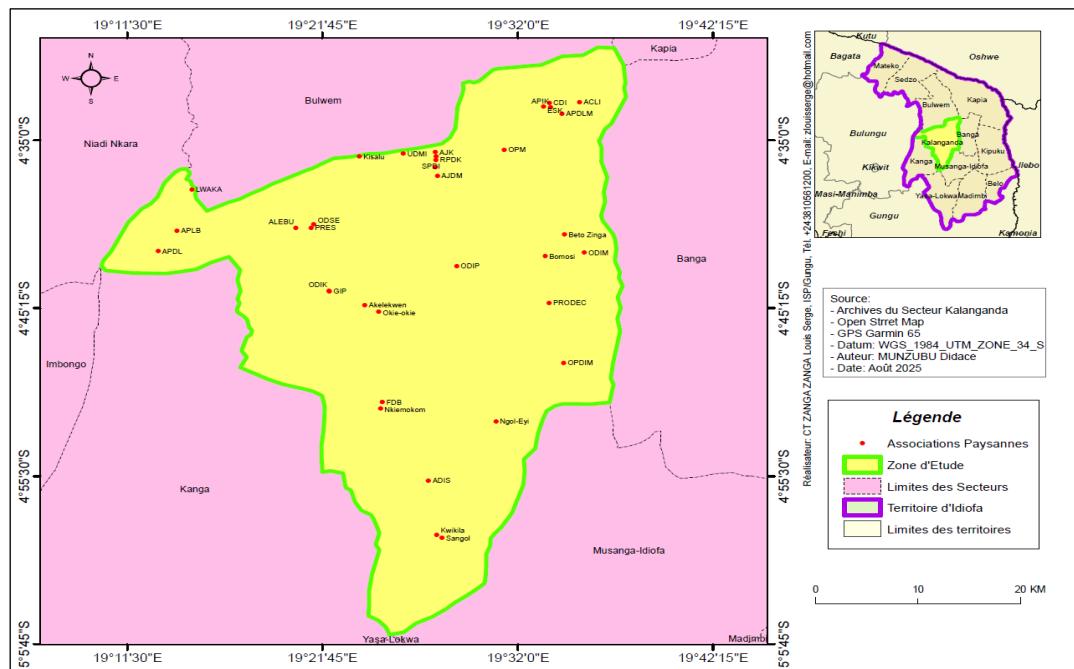


Figure 2 : Répartition spatiale des associations paysannes à vocation agricole échantillonnées dans la zone d'étude.

La figure2 renseigne 35 associations paysannes à vocation agricole échantillonnées localisées sur l'étendue du secteur Kalanganda.

La répartition par groupement et par village (siège social) des associations paysannes à vocation agricole échantillonnées est présentée dans le tableau n°1 ci-dessous.

Tableau 1 : Répartition des associations échantillonnées par groupement et par village (siège social)

Légende :

*=Association n'ayant pas interrompu ses d'activités

+ = Association ayant connue au moins un moment d'interruption d'activités

N°	Village/Siège social	Nom de l'association	Groupement
01	Lwele-Mubili	APDLM+	Ngal – a - Lwel
02	Lwele-Mbele	ACLI*	
03	Ikubi-Kanga	ESK+, CDI+, APIK+	
04	Masele-Esal	UDCM+	
05	Impasi-Mbulu	OPDIM+	
06	Elom-Esal	PRODEC+	
07	Lwele-Biyi	Bomosi+	
08	Impata-Mikungu	ODIM+	
09	Lwele-insum	Beto zinga+	
10	Musanga-Enoy	OPM+	
11	Kalanganda	SPDI+, RPDK+, AJK*	Ngal – a - Mpang
12	Mungon-Mbel	AJDM+	
13	Mungon-Idzim	UDMI+, Kisalu*	
14	Ebubu	ALEBU+, ODSE+	
15	Pangu-Musenge	PRES+	
16	Mwefo I	ODIK+, GIP+	Ngal – a - Ngos
17	Mwefo II	Akelekwen+	
18	Musenge-Munene	Okie-Okie+	
19	Bembele-Bifibi	FDB+	Okumpum
20	Nko	ODIP+	
21	Bembele-Yassa	Nkiemokom*	
22	Bembele-Inswem	Ngol Eyi+	
23	Iseme	ADIS+	Mpanelim
24	Tomoti	Kwikila+, Sangol+	
25	Lwem	APDL+	Lwem
26	Bulungunision	APLB*	
27	Masanga	Lwaka*	

Les données du tableau n°1 renseignent que sur les 35 associations à vocation agricole échantillonnées, 12 appartiennent au groupement Ngal-a-Lwel, 9 au groupement Ngal-a-M pang. Les groupements Ngal-a-Ngos et Okumpum ont 4 associations chacune, et les groupements Mpanelim et Lwem ont 3 associations chacune. Elles renseignent aussi que sur

l'ensemble de 35 associations enquêtées, 29 ont déjà connu au moins un moment d'interruption de leurs activités, contre 6 associations qui n'ont pas connue une interruption d'activités.

Les associations paysannes échantillonnées sont reprises sur la liste en annexe du présent article.

3. RESULTATS

En ce qui concerne les raisons d'interruption des activités des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda, les résultats de l'enquête sont présentés dans le diagramme ci-dessous.

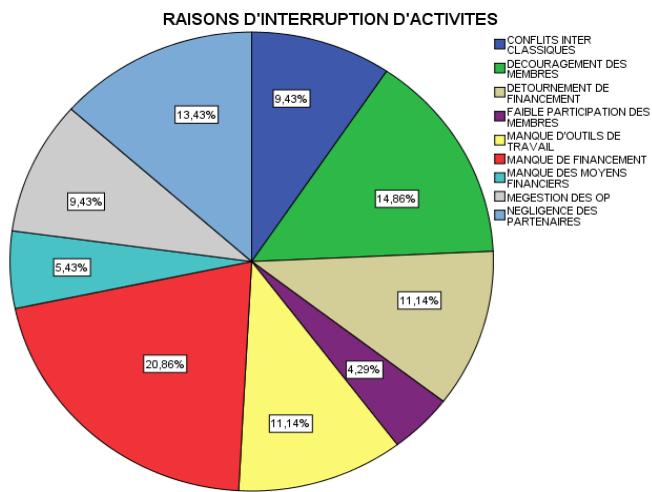


Figure 3. Raisons d'interruption des activités

Il ressort des données de la figure 3 que les raisons d'interruption des activités des associations à vocation agricole sont entre autres : manque des financements extérieurs (21% des enquêtés), découragement des membres (15% des enquêtés), manque des moyens financiers (13% des enquêtés), etc.

Quant à la satisfaction ou non des enquêtés par les services des associations, le résultat de l'enquête est présenté dans la figure 4 ci-dessous :

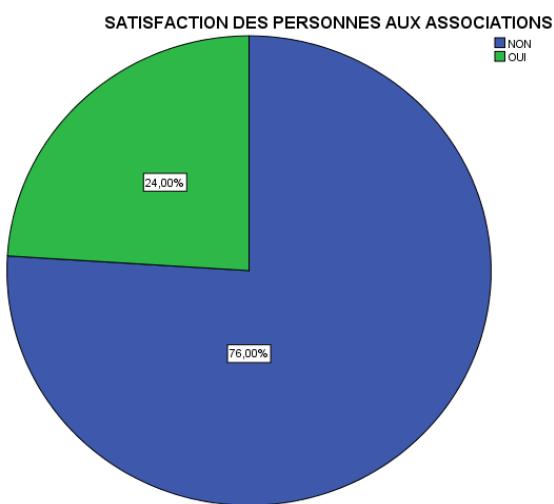


Figure 4. Satisfaction ou non des personnes interrogées vis-à-vis de services des associations

Les données de la figure 4 indiquent que 76% des enquêtés ne sont pas satisfaits, contre 24% des enquêtés qui sont satisfaits de services de leurs associations.

S'agissant des moyens envisagés pour résoudre leurs problèmes ou atteindre les buts visés, la figure ci-dessous donne une illustration graphique de résultat de notre enquête.

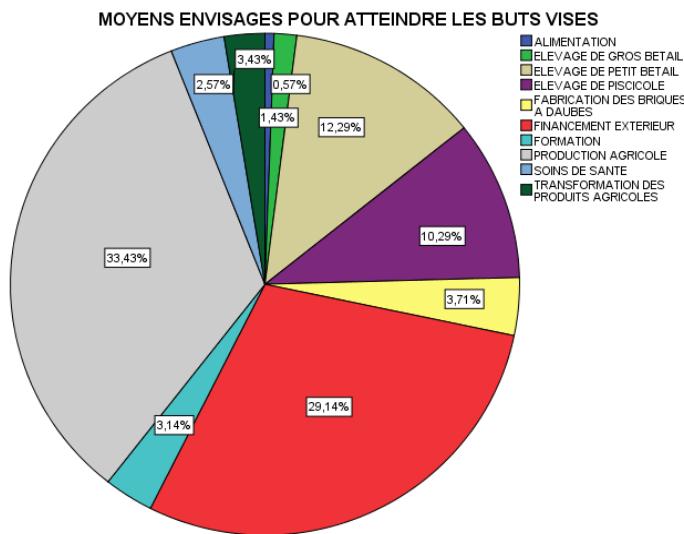


Figure 5. Moyens envisagés pour atteindre les buts visés

Il ressort de la figure 5 que les moyens envisagés par les membres pour atteindre les buts visés dans leurs associations sont entre autres: production agricole (33% des enquêtés), financements extérieurs (29% des enquêtés), élevage (24% des enquêtés), etc.

En ce qui concerne l'appréciation de la production agricole par les membres, le résultat de l'enquête présenté dans la figure ci-dessous nous en dit plus.

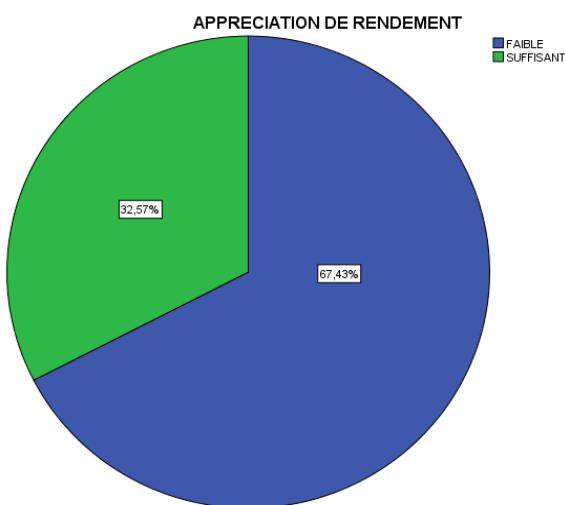


Figure 6. Appréciation de la production agricole

Les données de la figure 6 renseignent que 67% des enquêtés estiment que la production agricole des champs collectifs des associations est faible, contre 33% des enquêtés qui estiment que la production agricole des champs communautaires est suffisante (abondante).

4. DISCUSSION

4.1. Causes d'interruption des activités des associations

En ce qui concerne les causes d'interruption des activités des associations paysannes, le résultat de l'enquête a révélé que le manque des financements extérieurs est la principale cause d'interruption des activités de ces associations, elle est citée par 21% des enquêtés (figure 3) et vient en premier lieu parmi toutes les raisons évoquées.

Ce résultat est soutenu par celui de www.ifad.org qui déclare qu'à l'instar des petits exploitants individuels, la plus grosse difficulté à laquelle doivent faire face les organisations paysannes (OP) est le manque d'accès aux financements, qui leur complique la tâche, celle de fournir des services à leurs membres. La même source précise que cette question est particulièrement critique en Afrique, où 70% des OP signalent que moins de la moitié de leurs besoins de financement sont remplis, contre 30% en Asie du Sud-Est.

A notre avis, le manque de financements extérieurs ne devrait pas amener les associations paysannes à interrompre ou à arrêter définitivement leurs activités d'autant plus que selon le principe d'aide au développement, le financement extérieur n'est qu'un complément qui, même s'il n'est pas accordé, l'association doit continuer à fonctionner pour permettre à résoudre d'autres problèmes qui ne nécessitent pas obligatoirement l'intervention d'une aide extérieure ; et surtout que cette étude a montré que c'est ne pas au moyen de financement extérieur mais plutôt principalement au moyen de la production agricole que les membres envisagent atteindre les buts visés.

Par ailleurs, différents chercheurs ont avancé plusieurs raisons de ne pas compter sur l'aide ou le financement extérieur.

Si pour Khalouf et *Cie* (1981 :45), les populations locales sont souvent mises en position de dépendance vis-à-vis des aides extérieures, alors qu'auparavant elles vivaient dans une relative autonomie. Hugues Le Masson (*op.cit.* :145) quant à lui souligne que le don n'incite pas à l'effort, car le bénéficiaire se demande : pourquoi se mettre au travail si notre pitance quotidienne est apportée gratuitement ? Pour Ngalamulume (2016:258), les motivations des donateurs, la qualité de l'aide par apport à ses composants et à ses conditionnalités, ainsi que sa gestion tant par le donateur que par le bénéficiaire ne se révèlent pas à la hauteur de la tâche à accomplir.

Tandis que pour Firouzh (2003 :80), les raisons de ne pas compter sur l'aide extérieure sont : premièrement les volumes financiers mis à la disposition de la coopération internationale, après avoir plafonné dans les années 1980, sont en baisse constante et pratiquement dans tous les pays donateurs. Deuxièmement, les acteurs de la coopération internationale au développement ont profondément changé ; d'un côté, le nombre de donateurs a fortement diminué, de l'autre côté, on assiste à une forte croissance du nombre des bénéficiaires. Troisièmement, la nature des problèmes auxquels s'attaque la coopération internationale au développement s'est transformée et ces derniers sont devenus plus complexes. Quatrièmement, le concept de ratrappage sur lequel s'était fondée au début la coopération internationale au développement s'avère de plus en plus illusoire. Non seulement il est absolument impossible

d'imaginer que les pays du Sud rattrapent un jour le niveau de production et de consommation du Nord, mais il apparaît de plus en plus clairement que les problèmes de développement sont présents partout dans le monde ; quelle que soit la latitude, le développement est devenu universel et le modèle de développement occidental basé sur la croissance sans fin des économies industrielles et le rattrapage progressif dans des pays les moins avancés s'avère tout simplement insoutenable en termes écologiques et sociaux pour la planète.

4.2. Appréciation de services des associations par les enquêtés.

En ce qui concerne l'appréciation de services des associations, l'enquête (figure 4) a révélé que la majorité des membres, soit 76% ne sont pas satisfaits de services de leurs associations. Autrement dit, la majorité des problèmes pour lesquels les membres ont adhéré dans les associations ne sont pas résolus.

Ce résultat est soutenu par Jean-Pierre P. (sd) qui déclare que dans leur projet initial, les mobiles des organisations paysannes sont à la fois idéologiques et économiques, soulignant que force est de reconnaître que les résultats sont en deçà des attentes et que, souvent, il y a échec sur les deux plans, citant entre autres raisons de cet échec: priorité donnée par les membres aux champs individuels que sur les ateliers collectifs, difficulté de conservation et de commercialisation.

Les déclarations de l'auteur précité corroborent le résultat de notre étude dans ce sens que, lors que les résultats des actions d'une association aboutissent à un échec, les membres ne seront pas satisfaits parce que leurs problèmes ne sont pas résolus, car dit-on, les actions d'une association de développement qui ne s'accompagnent pas d'amélioration des conditions de vie des membres, tendraient à provoquer des désillusions et l'insatisfaction des membres.

4.3. Moyens envisagés pour résoudre leurs problèmes ou atteindre les buts visés.

S'agissant des moyens envisagés par les membres, le résultat de notre étude (figure 5) a montré que c'est au moyen de la production agricole que les membres envisagent atteindre les buts visés. En d'autres termes, les membres envisagent résoudre leurs problèmes au moyen des efforts propres ou de ressources locales.

Ce résultat est soutenu par Vincent (1986 :10) qui déclare que le développement c'est d'abord et avant tout l'effort d'un groupe qui a décidé de prendre en main son destin.

Hugues le Masson (*op.cit.* :196) va dans le même sens soulignant que le développement est d'abord l'affaire des peuples eux-mêmes, avec leurs talents, leur intelligence, leur culture, leur histoire.

Par ailleurs, ce résultat met en pratique le principe « Self-help », qui est le fait de se débrouiller, de chercher des remèdes à ses propres difficultés ou à ses propres problèmes, de compter sur ses propres forces.

En effet, c'est sur base de ce principe de développement communautaire que les membres des associations à vocation agricole du secteur Kalanganda doivent évoluer s'ils veulent améliorer leurs conditions de vie à l'aide de leurs associations tout en étant conscients que le développement d'une communauté est avant tout l'effort des membres de cette communauté qui cherchent l'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour ce, les membres des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda doivent s'engager entièrement, participer activement aux travaux programmés, utiliser toutes les stratégies locales possibles pouvant permettre de trouver des solutions à leurs problèmes, car il s'agit de l'amélioration de leurs propres conditions de vie.

C'est pourquoi il faut qu'il ait : - collaboration, cohésion entre membres et entre différentes associations œuvrant dans le domaine agricole ; instauration du système d'épargne locale et de crédit dans les associations paysannes à vocation agricole - création des activités pouvant générer des recettes financières au sein des associations ; - diversification des cultures, application des nouvelles technologies appropriées, élargissement des dimensions (surfaces) des champs collectifs pour augmenter la production agricole.

4.4. *Appréciation de la production agricole des champs communautaires*

En ce qui concerne la production agricole, le résultat de l'enquête (figure n°6) a montré que la majorité, soit 67% des enquêtés estiment que la production agricole des champs communautaires est faible.

Notre résultat est soutenu par Esiebo Andrew (sd) qui déclare que la plupart des OP ne sont pas en mesure de produire en quantité suffisante pour intéresser les acheteurs. Il est aussi soutenu par Elimu (2019) qui signale une faible production agricole dans le territoire de Walungu causée par des forces négatives, l'infertilité du sol, les maladies des plantes, le manque d'un plan agricole bien défini et la non sensibilisation de la population sur les nouvelles techniques agricoles.

Contrairement à ces deux chercheurs précités, Samuel W A. et Emmanuel K B. (2020) révèlent qu'au Ghana les organisations paysannes sont largement capables de contribuer au développement durable, que les petits producteurs sont essentiels, qu'ils assurent environ 80% de la production agricole nationale alors que la plupart des exploitations font moins de 2 hectares.

5. Conclusion

La présente étude qui a porté sur la problématique des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda avait pour objectif de sensibiliser les membres afin qu'ils soient capables d'améliorer leurs conditions de vie à l'aide de leurs associations.

Notre souci était non seulement de connaître les raisons d'interruptions des activités des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda, mais aussi de savoir si les membres sont satisfaits de services de leurs associations, si les problèmes pour lesquels ils ont adhéré dans les associations sont résolus, quels sont les moyens envisagés pour résoudre ces problèmes, comment apprécient-ils la production agricole des champs communautaires de leurs associations ?

En ce qui concerne les raisons d'interruptions des activités, l'enquête (figure 3) a révélé que le manque de financements extérieurs est la cause principale d'interruption des activités des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda.

S'agissant de la satisfaction ou non des membres, le résultat de l'enquête (figure 4) indique que la majorité, soit 76% des enquêtés ne sont pas satisfaits de services de leurs associations.

Concernant les moyens envisagés pour atteindre les buts visés, l'enquête a révélé que c'est au moyen de la production agricole que les membres envisagent atteindre les buts visés. Il est cité comme moyen envisagé pour atteindre les buts visés par 33% des enquêtés (figure 5), une proportion élevée par rapport à d'autres moyens évoqués.

Quant à l'appréciation de la production agricole des champs communautaires, le résultat de l'enquête renseigne que la majorité, soit 67% des enquêtés estiment qu'elle est faible (figure 6).

Par ailleurs, l'enquête a identifié aussi les problèmes que les membres cherchent à résoudre à l'aide de leurs associations ainsi que les difficultés qui les empêchent à résoudre ces problèmes.

En ce qui concerne les problèmes, l'enquête a identifié la construction des maisons d'habitation en matériaux durables, l'amélioration ou l'augmentation de la production agricole, la vente des produits agricoles à bon prix, l'équipement agricole, l'amélioration d'alimentation, l'accès aux soins de santé, la scolarisation des enfants, l'entretien des routes de desserte agricole, et les moyens de transport des produits agricoles. Le résultat de l'enquête a montré que la majorité de ces problèmes n'est pas résolue.

Quant aux difficultés des associations, l'enquête a révélé le manque de financements extérieurs, le manque de moyens financiers, la faible participation des membres aux travaux de l'association, le mauvais état de routes de desserte agricole, la faible production agricole, le manque d'encadreurs, le manque de liberté de choix des cultures à pratiquer, le manque de moyens de transport, le manque d'outils de travaux agricoles.

De ce qui précède, on peut conclure que la faible production agricole est à la base de non satisfaction des membres par les services de leurs associations, car elle ne leurs permet pas de résoudre leurs problèmes ou atteindre les buts visés. Cette insatisfaction pousse les membres à compter sur l'aide ou le financement extérieur. Lorsque ce dernier n'est pas accordé, les membres se découragent à participer aux travaux de l'association. Ce découragement entraîne l'interruption ou l'arrêt définitif des activités des associations.

Pour éviter l'interruption des activités des associations paysannes à vocation agricole du secteur Kalanganda et permettre aux membres de résoudre leurs problèmes ou d'améliorer leurs conditions de vie à l'aide de leurs associations, il faut qu'ils comptent avant tout sur leurs propres moyens ; que les associations améliorent et augmentent la production agricole des champs communautaires en augmentant la dimension ou la surface des champs et en faisant participer les membres aux travaux programmés ; dans chaque association, qu'il soit initié le système d'épargne locale et de crédit ainsi que d'autres activités génératrices de recettes financières.

Ainsi, compte tenu de l'importance de l'agriculture en RD. Congo, l'Etat congolais doit s'impliquer, à travers le ministère de l'agriculture, pour renforcer les stratégies pouvant permettre non seulement d'augmenter la production agricole, mais aussi et surtout de valoriser ce secteur ainsi que les associations qui évoluent dans le domaine agricole pour qu'elles puissent contribuer au développement des milieux ruraux, pourquoi pas celui des milieux urbains. D'où l'appel à la mobilisation des budgets de l'Etat et de l'aide publique internationale en faveur de politique de développement agricole.

Références bibliographiques

- Francis, L., (1986), *Comment fonder et administrer une association (loi du 1^{er} juillet 1901)*, Masson, Paris, 324p.
- Elimu, C., (2019), *La faible production agricole dans le territoire de Walungu de 2012-2016*, <https://www.eyroller.com>, Consulté le 06/09/2025.
- Esiebo, A., (sd), *Institutions rurales et organisations paysannes*, <https://www.ifad.org>. Consulté le 19/8/2025
- Firouz, N., (2003), *Repenser le développement et la coopération internationale. Etat des savoirs universitaires*, éd. Karthala, Paris, 207p.
- Higues Le Masson, (1992), *Faut-il encore aider les pays en développement ? Histoire d'un cas exemplaire*. Ed. du Félin, Paris, 227p.
- <https://www.ifad.org>, De l'importance des OP. Toutes les réponses à vos questions. Consulté le 06/09/2025.
- Jean-Pierre, P., (sd), *Organisation paysanne et professionnalisation de l'agriculture en Afrique noire*. Pp 197-214, <https://www.books.openedition.org>, Consulté le 10/7/2025.
- Khalouf, et Cie, (1981), *Nouveaux espoirs de développement chez les pauvres. Le développement des pays les moins avancés : bilan et orientations*. Centurton, Paris, France, 82p.
- Lapika, D., (2002), *La méthode du Focus-group. Résumé à l'intention des enquêteurs*. CERDAS, UNIKIN, Kinshasa, RDC.
- Mpimpa, F., (2000), *L'émergence d'une église locale au diocèse d'Idiofa au Congo-Zaïre*. Tome I. De la conquête de la gentilité à la fin de l'épopée missionnaire. Thèse de doctorat présentée à la faculté des études supérieures de l'université de Laval. Faculté de théologie et des sciences religieuses. Laval, 485p.
- Mujinga, K., (2019), *Dynamiques associatives et performance de l'agriculture paysanne en RDC. Evidences empiriques des paysans de Luiza au Kasai central*. Thèse de doctorat présentée et défendue publiquement en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences économiques, UPC, <https://www.amenet.eu> Consulté le 19/6/2025.
- Nicolai, H., (1963), *Le Kwilu, études géographique d'une région*, CEMUBAC, Bruxelles, 472p.
- Ngalamulume, T., (2016), Le développement rural : réalité, enjeux et pistes d'action, in *conjoncture congolaise*, Pp 239-266, <https://www.eca-creac.eu>, Consulté le 2/11/2024
- Simard, G., (1989), *Animer et planifier et évaluer l'action. La méthode de Focus-group*. CRDI, Québec, Canada, 101p.
- Samuel, w., et Emmanuel, K., (2020), Les organisations paysannes, moteur du développement durable, in *Ghana, une exception en Afrique de l'ouest ?*, n°78, publié le 25/02/2020, <https://www.inter-reseaux.org>, Consulté le 13/09/2025.
- Vincent, F., (1986), *Manuel de gestion pratique des associations de développement rural du Tiers-Monde*. Tome I : organisation, administration, communication. Série IV, n°6, IRED, Presse Centrale de Lausanne (PCL), Suisse, 125p.